

# Bruxelles va donner la fessée à l'Espagne et au Portugal

écrit par Pirlouit | 12 juillet 2016



La Grèce survit, l'[Italie](#) va exploser, la France rame... Et la commission européenne a la solution : il suffit de sanctionner les mauvais élèves que sont le Portugal et l'Espagne !

Cette façon de punir nos états nation est inacceptable. C'est aux peuples de décider ce qui leur convient, ce qui est bon pour eux.

Vite un gigantesque Brexit à l'échelle de l'Europe ! C'est notre seul salut.

**Déficits : la zone euro va déclarer l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire**

Après [les recommandations de la Commission européenne jeudi](#), l'Eurogroupe, [la réunion](#) des ministres des [finances](#) de la zone euro va [déclarer](#) mardi 12 juillet l'[Espagne](#) et le [Portugal](#) en dérapage budgétaire. Cela doit [ouvrir](#) la voie à une procédure de sanctions jusque-là inédite dans l'[histoire](#) de la monnaie unique.

Selon les règles de procédure, chacun des deux pays se prononcera sur l'autre, mais pas sur lui-même.

▪ Vingt jours pour [évaluer](#) les sanctions possibles

A [partir](#) du moment où les ministres des finances européens, réunis à Bruxelles, vont

déclarer l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire, une période de vingt jours va s'ouvrir, pendant laquelle la Commission évaluera les sanctions possibles à l'encontre des deux pays. Pierre Moscovici, le commissaire européen aux affaires économiques, a rappelé que les amendes possibles étaient « *au maximum de 0,2 %* » du produit intérieur brut (PIB) et au « *minimum zéro* ».

Lire aussi : [Déficits : vers des sanctions symboliques de l'UE pour l'Espagne et le Portugal](#)

Durant ces vingt jours, l'exécutif européen « *doit aussi proposer la suspension d'une partie des engagements de versements de fonds structurels européens* » à partir de 2017. Selon une source européenne, les fonds concernés pour l'an prochain s'élèvent pour l'Espagne à 1,3 milliard d'euros et pour le Portugal à 500 millions d'euros.

« *Nous allons engager un processus de dialogue avec les ministres* » de l'Espagne et du Portugal, a expliqué M. Moscovici, les incitant à [faire valoir](#) « *le plus vite possible* » leurs arguments pour [expliquer](#) pourquoi ils ont dérapé et ce qu'ils veulent faire pour [améliorer](#) leur situation budgétaire. Les deux pays disposent au maximum de dix jours pour faire parvenir leur position, à [compter](#) du constat de dérapage par l'Eurogroupe.

#### ▪ Madrid et Lisbonne espèrent [éviter](#) les sanctions

En arrivant à Bruxelles, le ministre espagnol de l'économie, Luis de Guindos, s'est montré confiant : « *La raison pour laquelle je suis optimiste, c'est le non-sens que supposerait une sanction (imposée) à l'Espagne.* » M. de Guindos a de nouveau dit [espérer](#) que son pays – qui a divisé par deux son déficit public entre 2012 et 2015 grâce à d'immenses efforts budgétaires – passerait sous les 3 % du PIB en 2017, rentrant ainsi dans les clous des règles européennes.

Le gouvernement portugais s'emploie, quant à lui, à éviter des conséquences financières, a expliqué le ministre des finances Mario Centeno, qui plaide pour une « *interprétation intelligente* » du pacte budgétaire.

Lundi, le ministre français des finances [Michel Sapin s'est dit opposé à ce que Lisbonne fasse l'objet de sanctions trop importantes](#), jugeant que « *le Portugal a fait énormément d'efforts* »

### ▪ Une décision avant la fin du mois

Une fois que la Commission européenne aura fait ses propositions de sanctions – probablement décidées lors la réunion de tous ses commissaires le 27 juillet –, les ministres des finances de la zone euro devront à nouveau [donner](#) leur feu vert.

Selon une source européenne, ces derniers pourraient [opter](#) pour un aval par procédure écrite, sans [avoir](#) besoin d'une nouvelle réunion imprévue, en plein été.

En 2015, le déficit public espagnol a atteint 5 % du PIB, bien au-delà du seuil du pacte de stabilité (3 % du PIB) et des objectifs que lui avait fixés la Commission, à 4,2 %. Le Portugal a affiché un déficit public de 4,4 % du PIB en 2015 alors que l'objectif fixé était de [repasser](#) sous les 3 %. En 2016, le pays espère toutefois [rentrer](#) dans les clous.

[http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/07/12/deficits-la-zone-euro-va-declarer-l-espagne-et-le-portugal-en-derapage-budgetaire\\_4968087\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/07/12/deficits-la-zone-euro-va-declarer-l-espagne-et-le-portugal-en-derapage-budgetaire_4968087_3214.html)